



En Côte d'Ivoire, la situation politique mine le niveau sécuritaire

Par Pétanhangui Arnaud Yéo, Kaphalo Ségorbah Silwé,
et Joseph Koné

Introduction

« Le bien-être des citoyens dépend du fait qu'ils bénéficient d'une sécurité personnelle, qui leur garantit ainsi qu'à leurs propriétés d'être exempts de violence et de vol », d'après le Legatum Institute (2019). « Un environnement sûr et stable est nécessaire pour attirer les investissements et soutenir la croissance économique. En bref, une nation ne peut prospérer que dans un environnement de sécurité et de sûreté pour ses citoyens ».

Fort de ces enjeux, tout état du monde devrait avoir la sécurité au cœur de ses priorités (Roché, 1998). La Côte d'Ivoire n'est pas une exception. Au sortir de la crise post-électorale qu'elle a connue en 2010, ses institutions de sécurité nationale n'avaient plus les capacités structurelles et humaines nécessaires pour assurer non seulement la protection adéquate des citoyens, mais aussi la paix et la réconciliation nationale (Dieng, 2012). C'est ainsi que le gouvernement va décider d'asseoir une réforme du secteur de la sécurité (RSS) en 2012 (Konadjé, 2012). Celle-ci a consisté à réorganiser les Forces de Défenses et de Sécurité (FDS), à les former, les équiper, et les déployer sur toute l'étendue du territoire (Pascal, 2013).

Les premiers résultats ont été annoncés, le 31 décembre 2014, par le Président Alassane Ouattara, qui se félicitait d'une amélioration de la sécurité du pays, ramenée à un niveau similaire à celui de New York ou Genève (Abidjan.net, 2015). Cependant, plusieurs recherches tendent à relativiser cette information (Leboeuf, 2016; Silwé, Koné, & Davis, 2017). En effet, les classements de la Côte d'Ivoire suivant certains indices internationaux de grandes renommées confirment que les efforts pour garantir aux Ivoiriens un bon niveau de sécurité semblent encore insuffisants.

Par exemple, la Côte d'Ivoire est classée 132^e sur 167 pays d'après le sous-indice de sécurité et sûreté du Legatum Prosperity Index (Legatum Institute, 2019), qui utilise comme indicateurs les guerres et conflits civils, le terrorisme, la terreur et la violence politique, les crimes violents, et les crimes liés à la propriété. Dans un autre classement moins flatteur, effectué à partir du sous-indice de sécurité individuelle du Social Progress Index (Social Progress Imperative, 2020), tenant compte des mesures du taux d'homicides, du niveau de crimes violents, des perceptions de la criminalité, du niveau de terreur politique, et des décès lors de trafics, le pays se positionne à la 128^e place sur 163. Quant au sous-indice ordre et sécurité du World Justice Project (2020) Rule of Law Index, il positionne notre pays à la 84^e place sur 128, prenant en considération les absences de crime, de conflit violent, et de réparation violente.

À la lumière des données des enquêtes Afrobarometer, nous observons que l'épineux problème de l'insécurité représente pour de nombreux Ivoiriens une question irrésolue. Leurs appréhensions persistantes en matière de criminalité et de conflits violents, ainsi que leur insatisfaction par rapport aux performances du gouvernement dans la prévention ou la résolution, nous confortent dans cette idée.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2020 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer en Côte d'Ivoire, dirigée par le Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), a interviewé 1.200 adultes ivoiriens en novembre 2019. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées en Côte d'Ivoire en 2013, 2014, et 2017.

Résultats clés

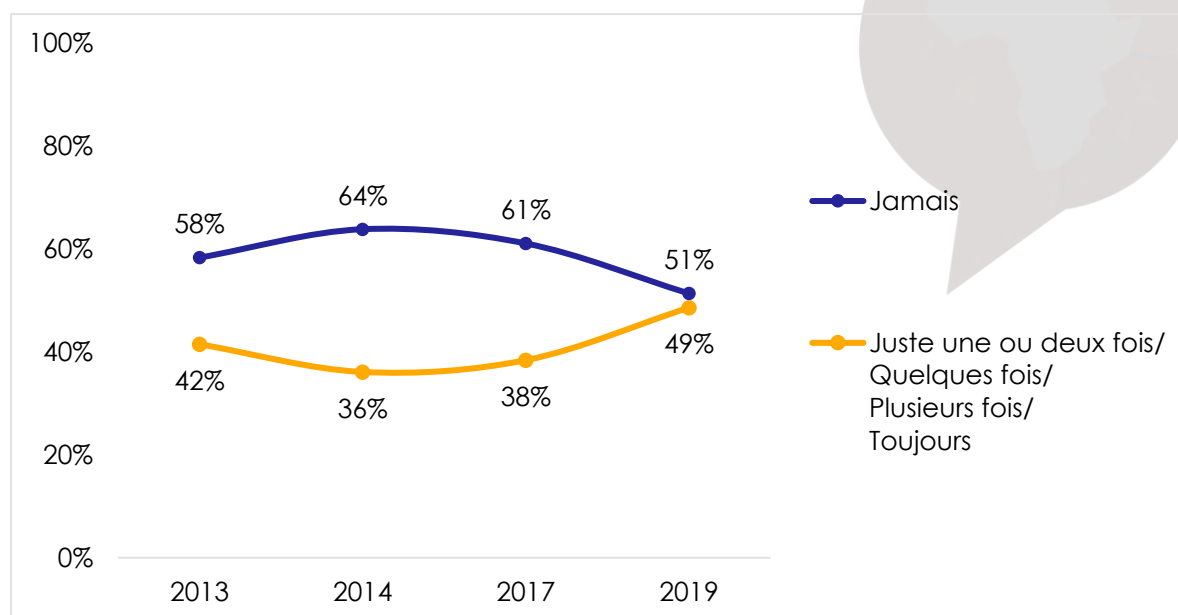
- La moitié (49%) des Ivoiriens affirment s'être sentis en insécurité dans leur quartier au moins une fois au cours de l'année écoulée, une augmentation de 13 points de pourcentage depuis 2014. Le sentiment d'insécurité est plus prononcé en milieu urbain et parmi les plus instruits.
- La majorité (55%) des citoyens n'ont « pas du tout » ou ont « juste un peu » confiance envers les Forces de Défense et de Sécurité (FDS).
- Près de six Ivoiriens sur 10 (58%) déclarent que « la plupart » ou « tous » les policiers et gendarmes sont impliqués dans des actes de corruption, un accroissement de 21 points de pourcentage depuis 2013.
- La majorité (55%) des citoyens jugent facile l'obtention de l'assistance de la police. Mais cela représente une baisse de 11 points de pourcentage depuis 2017.
- Plus d'un quart (27%) des répondants affirment avoir craint, au cours de l'année écoulée, de subir un crime dans leur maison, contre 20% en 2014.
- La majorité (56%) des citoyens jugent mal la performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité, une hausse de 14 points de pourcentage depuis 2014.
- Plus de huit Ivoiriens sur 10 (83%) estiment que la compétition entre les partis politiques mène « souvent » ou « toujours » aux conflits violents.
- Des proportions non négligeables des citoyens disent avoir craint, au cours des deux dernières années, la violence lors d'un meeting politique ou d'une marche de protestation (26%), la violence entre habitants du quartier (28%), et une attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux (14%).
- Un Ivoirien sur deux (49%) considère « plutôt mal » ou « très mal » la performance du gouvernement dans la prévention ou la résolution des conflits violents.
- Mesurée à partir d'un indice de sécurité, la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire s'est détériorée entre 2017 et 2019.

Un sentiment d'insécurité en progression

Si le système sécuritaire de la Côte d'Ivoire a été dans l'ensemble fortement affecté durant la période 1999-2011, qui fut marquée par des crises socio-politiques et armées, le gouvernement a toutefois mené des actions qui ont permis de le restructurer. Un appui à la formation et au renforcement des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sur tout le territoire national a été réalisé à cet effet (Pascal, 2013). Si cela a amélioré globalement la situation sécuritaire dès le départ, force est de constater que tous les Ivoiriens ne perçoivent pas aujourd'hui une réelle avancée.

Les données traduisent dans un sens une détérioration du climat sécuritaire. La proportion de ceux qui disent s'être sentis en insécurité dans leur quartier « juste une ou deux fois », « quelques fois », « plusieurs fois », ou « toujours » au cours de l'année précédant l'enquête est en augmentation de 13 points de pourcentage entre 2014 (36%) et 2019 (49%) (Figure 1). Juste la moitié (51%) des citoyens affirment ne s'être « jamais » sentis en insécurité dans leur quartier, contre 64% en 2014.

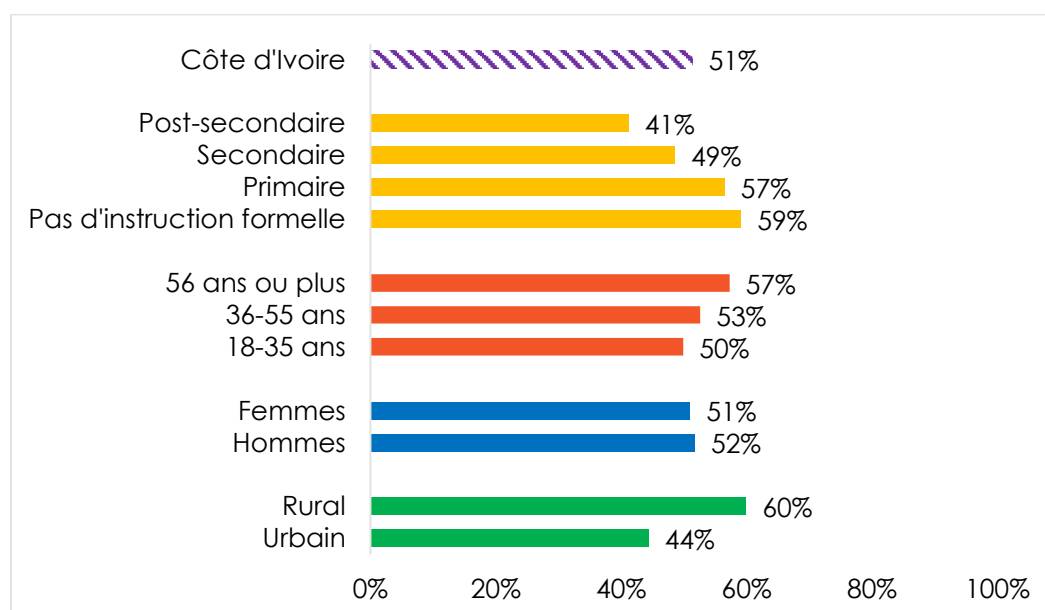
Figure 1: Sentiment d'insécurité dans le quartier | Côte d'Ivoire | 2013-2019



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier?

D'un point de vue socio-démographique, il ressort que les ruraux sont plus susceptibles de se sentir en sécurité que les citadins: 60% déclarent ne s'être « jamais » sentis en insécurité en milieu rural, contre 44% en ville (Figure 2). Au niveau de l'instruction, seulement 41% de ceux avec le niveau post-secondaire disent n'avoir « jamais » ressentis de l'insécurité dans leur quartier, contre 59% pour ceux qui n'ont aucun niveau formel. L'on souligne aussi que moins de jeunes que de personnes âgées estiment ne s'être « jamais » sentis en insécurité, alors qu'on ne constate pas de différence statistique entre les hommes et les femmes.

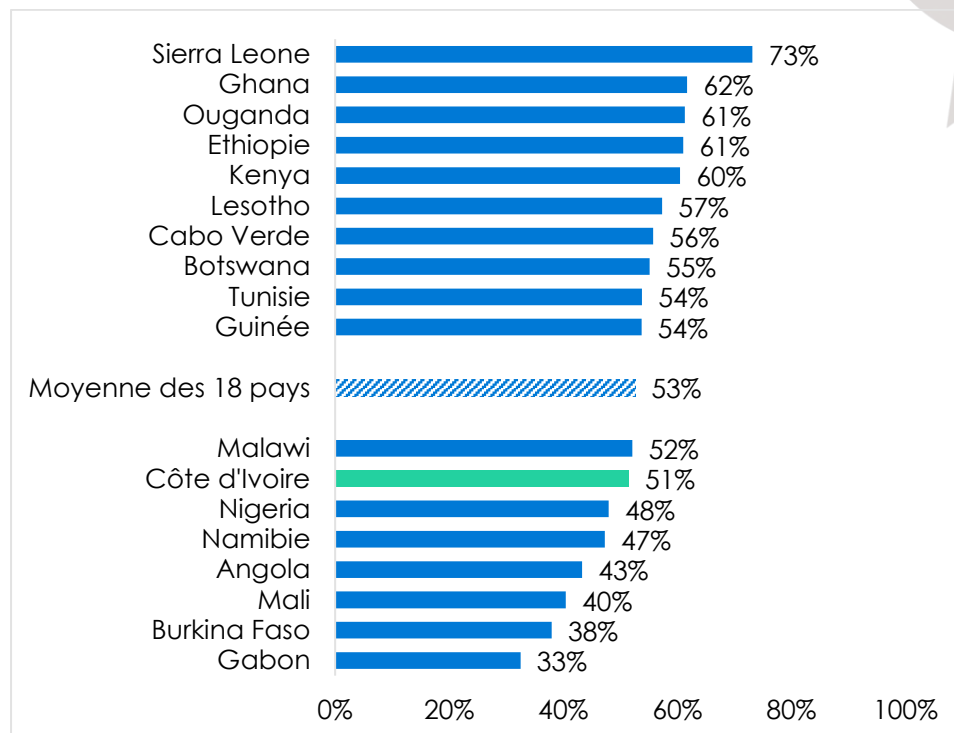
Figure 2: Jamais senti en insécurité dans le quartier | par groupe socio-démographique | Côte d'Ivoire | 2019



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier? (% « jamais »)

Sur 18 pays africains enquêtés en 2019/2020,¹ la Côte d'Ivoire (51%) est en dessous de la moyenne (53%) en termes de proportion de citoyens ne s'étant « jamais » sentis en insécurité dans leurs quartiers. Notre pays se trouve à la 12^e position, loin derrière la Sierra Leone (73%), le Ghana (62%), l'Ouganda (61%), l'Ethiopie (61%), et le Kenya (60%) (Figure 3).

Figure 3: Jamais senti en insécurité dans le quartier | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier? (% « jamais »)

Un manque de confiance aux Forces de Défense et de Sécurité

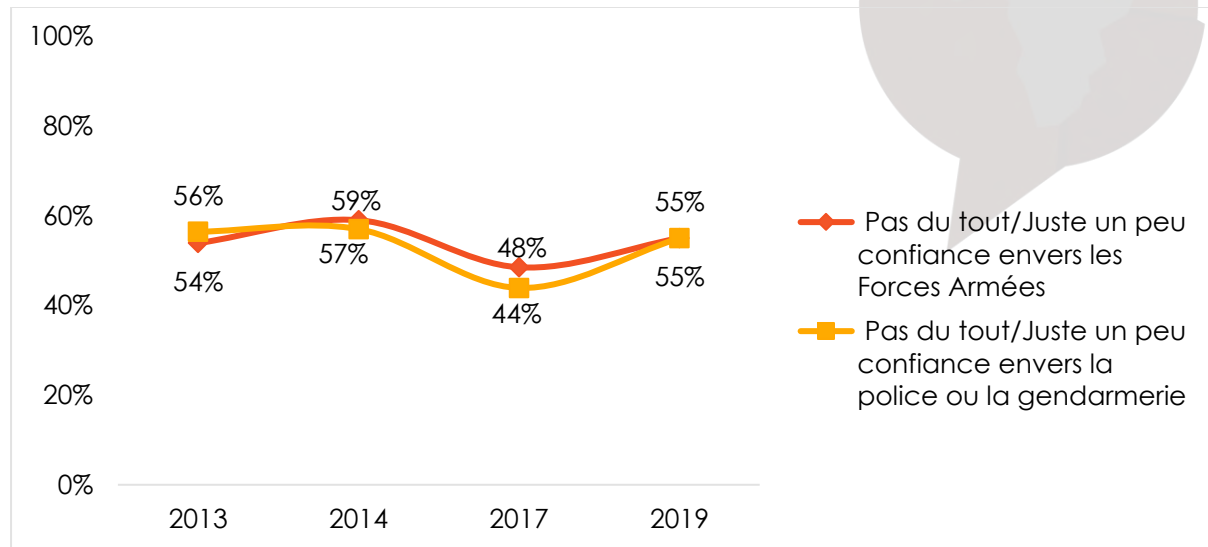
La sécurité d'un pays est liée au professionnalisme des Forces de Défense et de Sécurité, qui ont pour missions la lutte contre la criminalité et la prévention et résolution des conflits violents. Ainsi, l'on s'attend à ce qu'elles soient bien perçues des citoyens et bénéficient d'un bon niveau de confiance.

De 2013 à 2019 en Côte d'Ivoire, la tendance des citoyens qui expriment un manque de confiance envers les Forces Armées et la police/gendarmerie est supérieure à 50%, excepté en 2017. En 2019, 55% des citoyens ne leur font « pas du tout » ou « juste un peu » confiance (Figure 4). L'on peut faire le constat que pour des institutions aussi sensibles, et qui dans le meilleur des cas devraient plutôt faire l'unanimité, une telle proportion paraît réellement insuffisante.

Ce résultat requiert d'identifier objectivement les insuffisances attribuées aux Forces de Défense et de Sécurité, et de les adresser de manière adéquate, afin d'améliorer les perceptions que les citoyens ont de ces institutions. Une telle action suppose aussi un changement de paradigme pour renforcer les liens entre ces dernières et les citoyens. Cela est indispensable dans la mesure où l'efficacité du système sécuritaire et de la lutte contre les formes de menaces à la sécurité publique est tributaire des actions synergiques des deux acteurs (Institut Malien de la Recherche Action pour la Paix, 2017).

¹ Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des 18 pays enquêtés en 2019/2020, avant l'arrivée de la pandémie de la COVID-19.

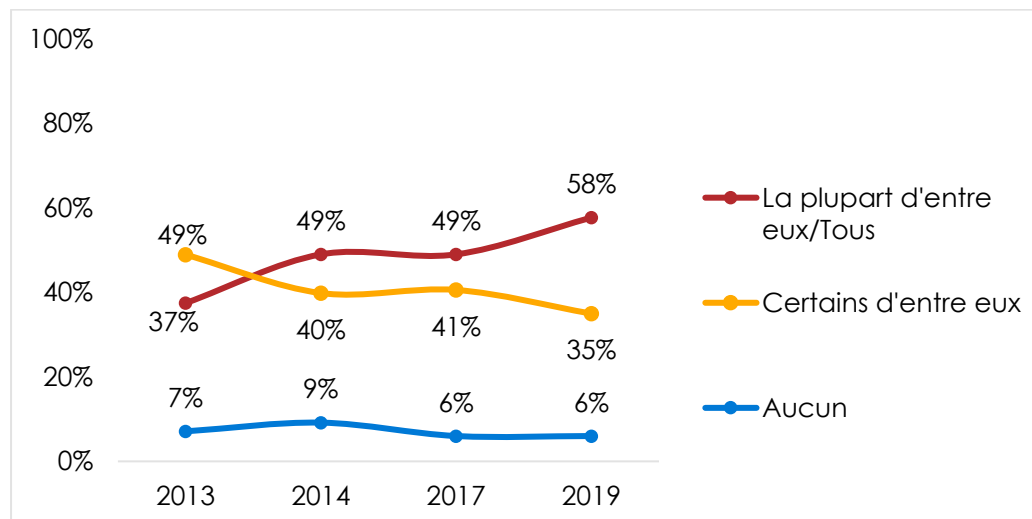
Figure 4: Manque de confiance envers les Forces de Défense et de Sécurité | Côte d'Ivoire | 2013-2019



Questions posées aux répondants: A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: La police ou gendarmerie? Les Forces Armées de Côte d'Ivoire? (% qui disent « pas du tout confiance » ou « juste un peu confiance »)

Au rang des critiques qui sont régulièrement formulées à l'encontre des Forces de Défense et de Sécurité figure la corruption. Par exemple, 58% des Ivoiriens estiment que « la plupart » ou « tous » les policiers ou gendarmes sont impliqués dans des actes de corruption, un accroissement de 21 points de pourcentage depuis 2013 (Figure 5).

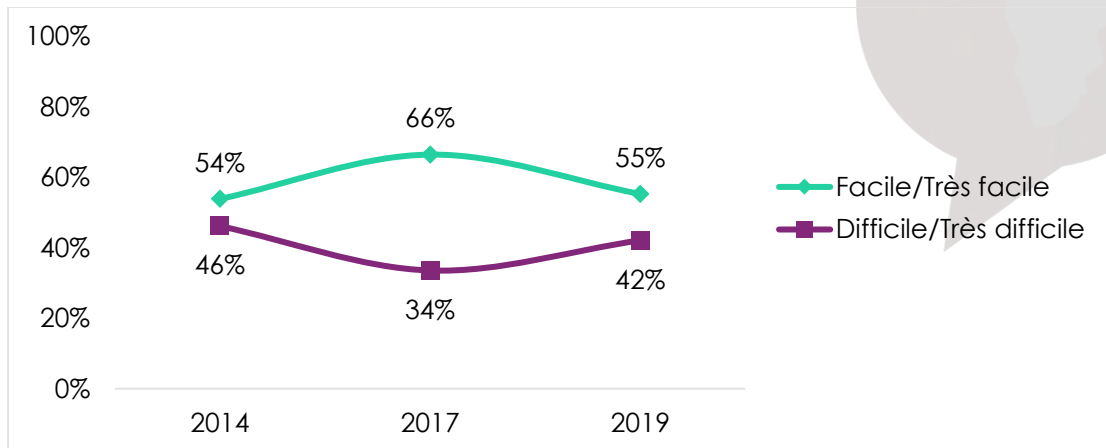
Figure 5: Implication des policiers ou gendarmes dans des actes de corruption | Côte d'Ivoire | 2013-2019



Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Les policiers ou les gendarmes?

Un autre fait qui entrave la confiance pourrait être la difficulté d'obtenir l'assistance de la police. À ce niveau, on remarque qu'une majorité de citoyens interrogés (55%) en 2019 jugent « facile » ou « très facile » l'obtention de l'assistance de la police. En revanche, cette proportion est aussi en baisse de 11 points de pourcentage depuis 2017 (Figure 6).

Figure 6: Difficulté d'obtention de l'assistance de la police | Côte d'Ivoire
| 2014-2019

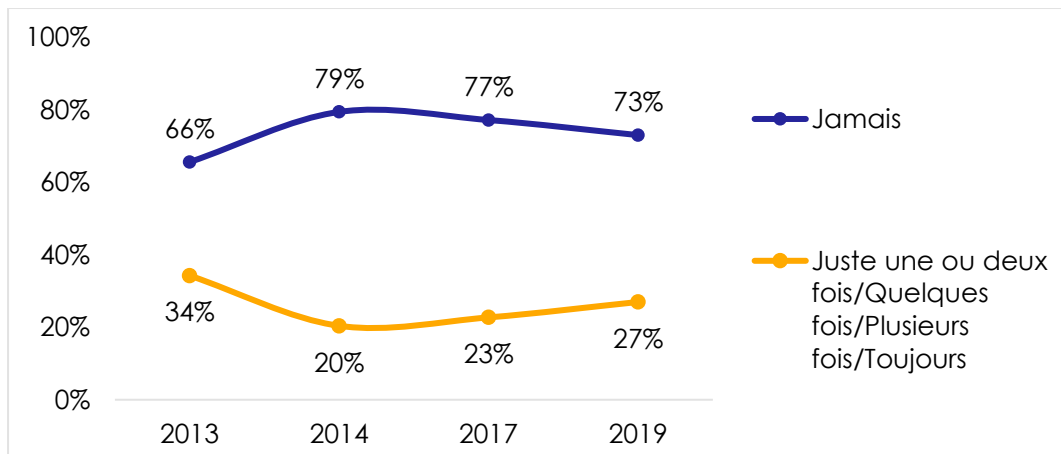


Question posée aux répondants: *Maintenant, je voudrais vous parler de l'expérience que certaines personnes ont de l'accès à certains services gouvernementaux essentiels. Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police? [Si oui:] Était-ce facile ou difficile d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin? (Ceux qui n'ont pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)*

La situation de la criminalité en Côte d'Ivoire

La criminalité se définit comme un ensemble d'actes criminels et délictueux. Les agressions physiques ou à main armée, les vols, les meurtres, et les viols en sont ses illustrations courantes dans les communautés (Overseas Security Advisory Council, 2020). Si ces actions constituent une préoccupation pour le gouvernement ivoirien, elles suscitent également des craintes pour les citoyens. D'après les analyses, plus d'un quart de la population (27%) reconnaissent avoir craint, au cours de l'année écoulée, de subir un crime dans leur maison, une proportion qui était de 20% en 2014 et 23% en 2017 (Figure 7).

Figure 7: Crainte de subir un crime dans sa maison | Côte d'Ivoire | 2013-2019



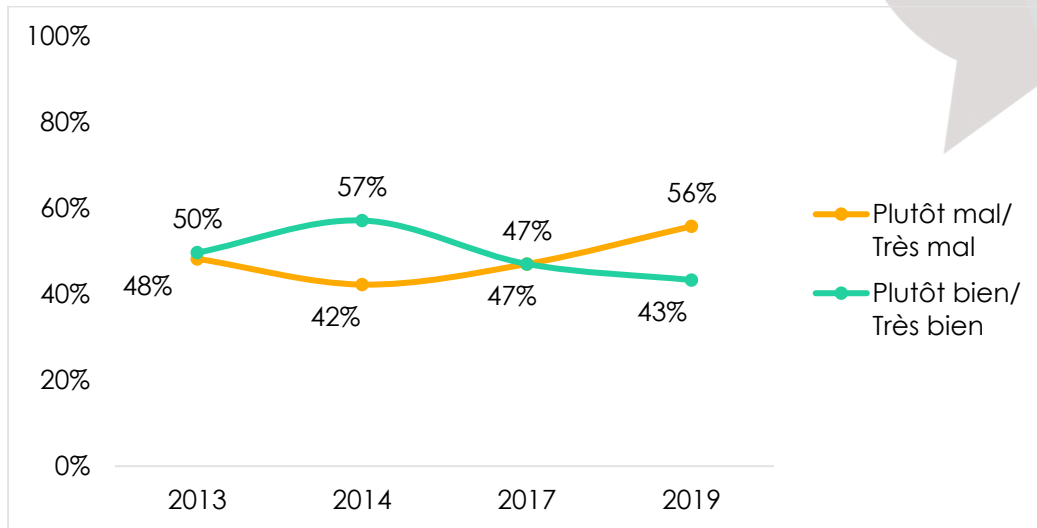
Question posée aux répondants: *Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison?*

En plus, une majorité (56%) d'Ivoiriens jugent « plutôt mal » ou « très mal » la performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité, une hausse de 14 points de pourcentage depuis 2014 (Figure 8).

Sur 18 pays africains considérés, la Côte d'Ivoire se classe autour de la moyenne (60%) concernant l'insatisfaction quant à la performance du gouvernement dans la réduction de

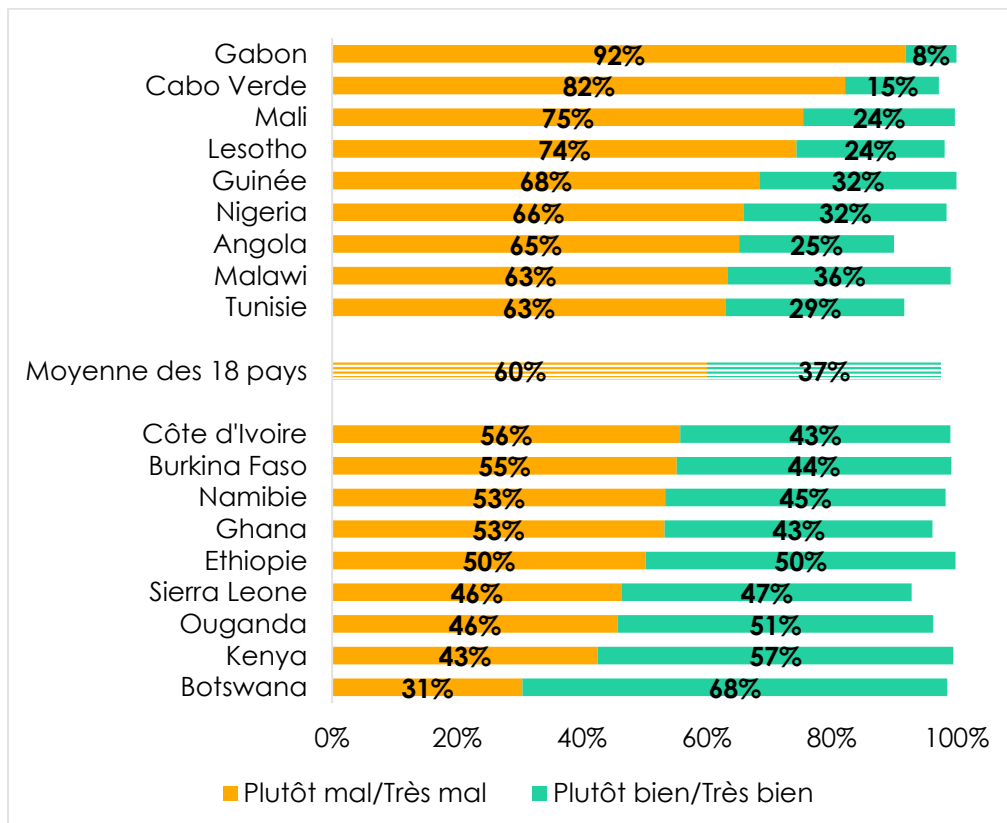
la criminalité. Les pays présentant les plus bas scores d'insatisfaction sont le Botswana (31%), le Kenya (43%), l'Ouganda (46%), et la Sierra Leone (46%) (Figure 9).

Figure 8: Performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité | Côte d'Ivoire | 2013-2019



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Réduction de la criminalité?

Figure 9: Performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Réduction de la criminalité?

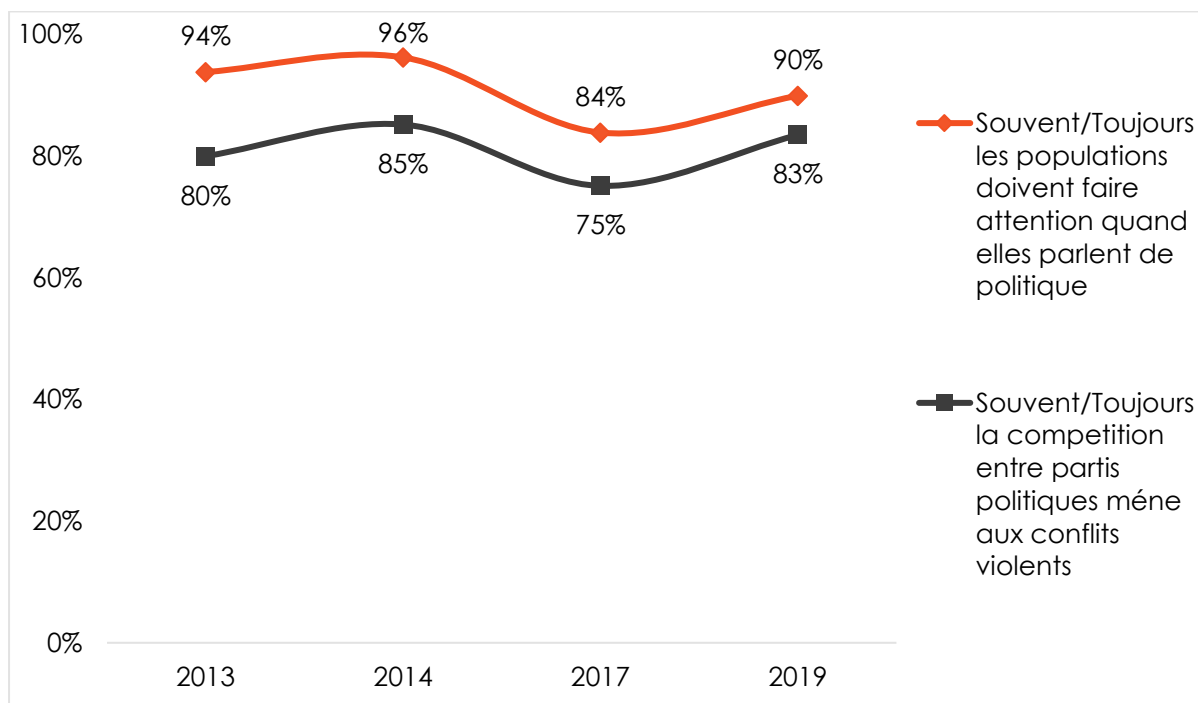
Un fort ancrage des conflits violents en Côte d'Ivoire

Les conflits violents ont souvent des relents politiques, communautaires, ou idéologiques (Bureau International du Travail, 2010). Dans un contexte de forte déstabilisation du climat social, la Côte d'Ivoire se retrouve ainsi fortement exposée. À cet effet, les opinions des Ivoiriens sur l'ancrage des conflits violents ne laissent aucun doute.

Au niveau politique, la méfiance et l'intolérance entre les partisans du pouvoir et des partis politiques d'opposition est telle qu'il est difficile de parler politique librement (Amnesty International, 2020). Le climat de tension perpétuellement entretenu justifie ce fait. En moyenne de 2013 à 2019, ce sont neuf Ivoiriens sur 10 qui estiment que les gens doivent « souvent » ou « toujours » faire attention à ce qu'ils disent en politique (Figure 10).

Dans la même veine, en moyenne huit Ivoiriens sur 10, de 2013 à 2019, estiment que la compétition entre les partis politiques mène « souvent » ou « toujours » aux conflits violents. Ces données confirment chez les citoyens une forte perception de la terreur et de la violence politiques.

Figure 10: Terreur et violence politiques | Côte d'Ivoire | 2013-2019

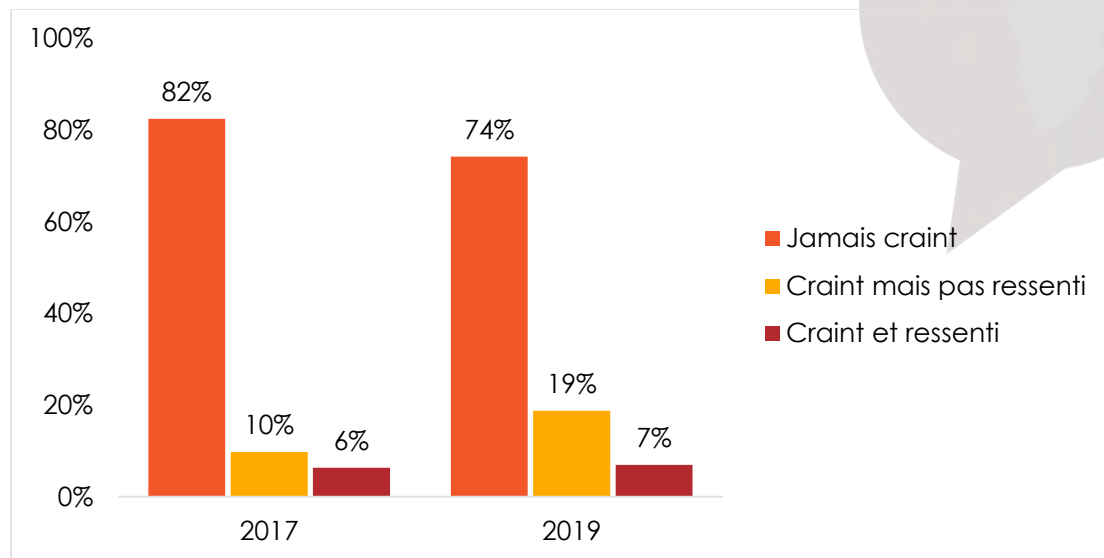


Questions posées aux répondants: Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que :
Les gens devraient faire attention à ce qu'ils disent en politique?
La compétition entre partis politiques conduit-elle à des conflits violents?

Entre 2017 (16%) et 2019 (26%), on remarque une augmentation de 10 points de pourcentage des Ivoiriens qui confirment avoir craint la violence lors d'un meeting politique ou d'une marche de protestation au cours des deux dernières années. Dans le sens opposé, le pourcentage de ceux qui déclarent n'avoir jamais craint la violence lors d'un meeting politique ou d'une marche de protestation a baissé de 8 points de pourcentage sur la même période (Figure 11).

Ces situations de violences orchestrées pendant les événements politiques ou civiques sont d'ailleurs, depuis de nombreuses années, dénoncées par plusieurs rapports qui partagent les responsabilités entre le pouvoir et les membres de l'opposition (Amnesty International, 2020; Human Rights Watch, 2020; Malagardis, 2020; Réaux, 2020).

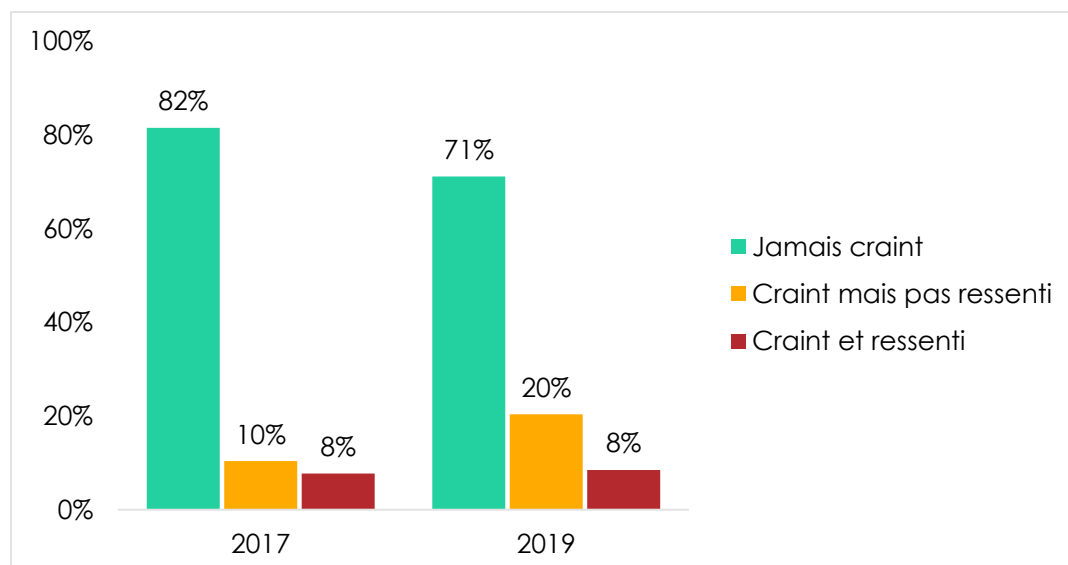
Figure 11: Expérience de violence lors d'un meeting politique ou d'une marche de protestation | Côte d'Ivoire | 2017-2019



Question posée aux répondants: Dans toute société, les gens sont parfois en désaccord les uns avec les autres. Ces désaccords évoluent parfois vers la violence physique. Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes: Violence lors d'un meeting politique ou marche de protestation publique? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?

L'une des formes des violences qui se présente en Côte d'Ivoire se situe à l'échelle des citoyens (Babo, 2010). Elles dégénèrent parfois en conflit communautaire au point de susciter des craintes. À titre estimatif, les Ivoiriens qui affirment avoir craint la violence entre habitants au cours des deux dernières années est passée de 18% en 2017 à 28% en 2019, soit une augmentation de 10 points de pourcentage (Figure 12).

Figure 12: Expérience de violence entre les habitants du quartier | Côte d'Ivoire | 2017-2019



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes: Violence entre les habitants de votre quartier ou village? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?

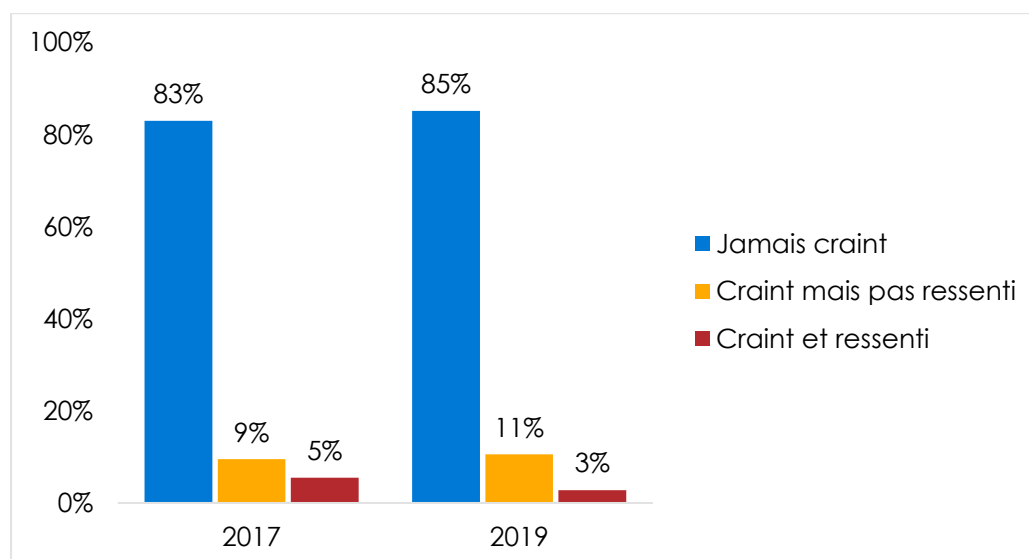
Ces données montrent une progression de la frange d'Ivoiriens qui sont préoccupés par les violences entre habitants du quartier ou du village. Pour des auteurs comme Dembélé (2003), les violences intercommunautaires sont dans l'ensemble l'expression des divergences, de la méfiance, et de l'intolérance qui subsistent entre les groupes socio-culturels (peuples du Nord et du Sud), politiques (parti au pouvoir et partis d'opposition), économiques (propriétaires terriens autochtones et migrants agricoles, agriculteurs et éleveurs) vivant sur le territoire national. Les autorités devraient agir dans le but de mettre en place des cadres d'alerte efficaces afin de les prévenir ou les résoudre.

Qu'il soit d'ordre idéologique ou communautaire, l'extrémisme est aujourd'hui un phénomène qui affecte de nombreux états africains. Si ailleurs il est classé dans la famille des grandes préoccupations sécuritaires (Rissoan, 2007) en raison des craintes qu'il suscite, est-ce le cas dans un pays comme la Côte d'Ivoire qui en a déjà subi les affres?

Les enquêtes Afrobarometer nous fournissent à ce propos des informations intéressantes. Il revient des analyses que les Ivoiriens qui n'ont « jamais » craint d'attaques extrémistes politiques ou religieuses au cours des deux dernières années représentent 85%. On peut toutefois observer qu'il existe une frange d'Ivoiriens qui les craignent; ceux-ci représentent 14% en 2019 comme en 2017 (Figure 13).

Suite aux attaques extrémistes perpétrées dans le pays depuis 2016, on suppose que les tendances similaires de 2017 et 2019 pourraient s'appuyer sur deux hypothèses plausibles. L'une, propre à une majorité des Ivoiriens, vise à ne pas reconnaître à l'extrémisme un fort ancrage au sein des communautés tandis que l'autre, typique à une minorité d'Ivoiriens, tend à considérer qu'il existe des germes de l'extrémisme dans la société ivoirienne que l'on ne peut ignorer au vu des attaques que le pays a subi en 2020 (Le Point Afrique, 2020).

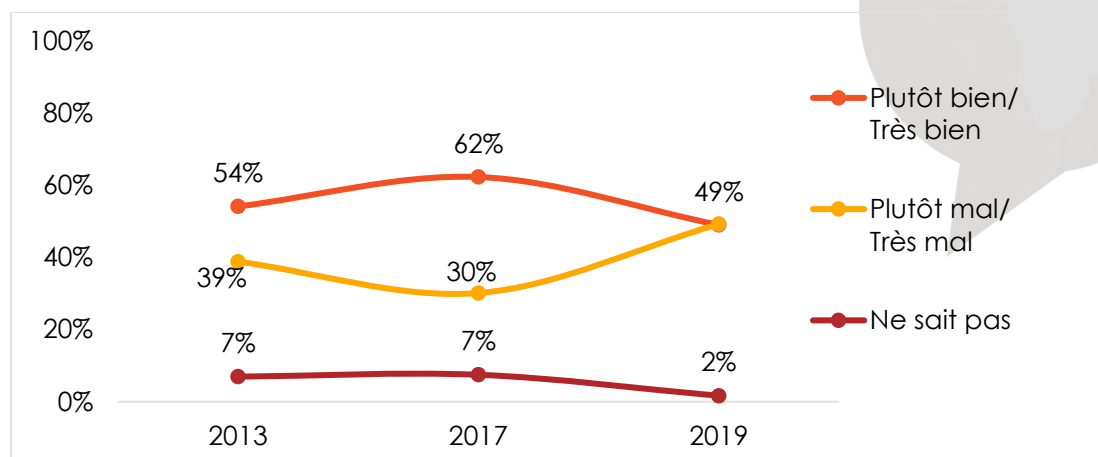
Figure 13: Expérience d'attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux
| Côte d'Ivoire | 2017-2019



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes: Attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?

La question des conflits violents devrait être au cœur des efforts des autorités de Côte d'Ivoire. Ce faisant les données montrent que les Ivoiriens qui considèrent « plutôt mal » ou « très mal » la performance du gouvernement dans la prévention ou la résolution des conflits violents représentent près de cinq citoyens sur 10 (49%) en 2019 (Figure 14).

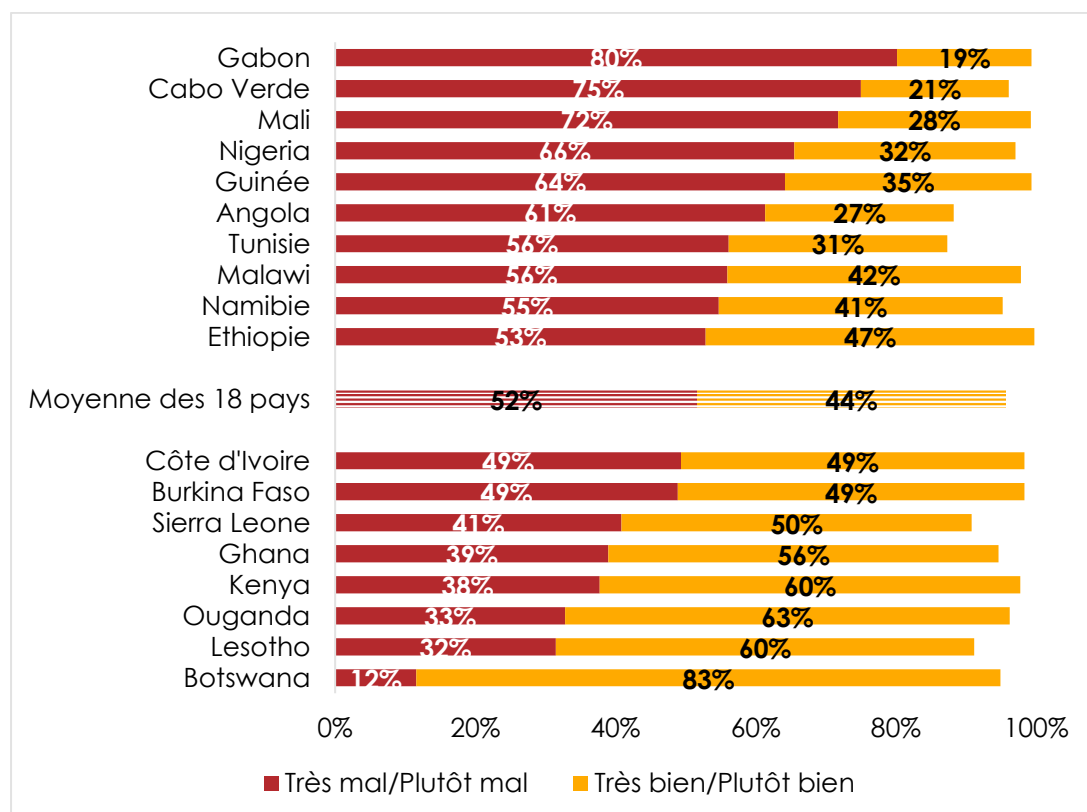
Figure 14: Performance du gouvernement dans la prévention ou résolution des conflits violents | Côte d'Ivoire | 2013-2019



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Prévention ou résolution des conflits violents?

Sur 18 pays africains, la Côte d'Ivoire est classée autour de la moyenne (52%) quant à l'insatisfaction de la prévention ou de la résolution des conflits violents. Ainsi, les pays comme le Botswana (12%), le Lesotho (32%), l'Ouganda (33%), le Kenya (38%), le Ghana (39%), et la Sierra Leone (41%) montrent de meilleures performances (Figure 15).

Figure 15: Performance du gouvernement dans la prévention ou la résolution des conflits violents | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Prévention ou résolution des conflits violents?

Un indice pour une meilleure mesure de la sécurité en Côte d'Ivoire

La perception du sentiment d'insécurité suscite une mesure au moyen d'indicateurs conventionnels et propres à des indices modèles. Dans le cadre de notre revue littéraire, on peut distinguer cinq principaux sous-indices de sécurité (Tableau 1). Tous ces indices diffèrent. Toutefois, ils couvrent des aspects transversaux comme la criminalité et les conflits violents qui sont utilisés par Afrobarometer pour évaluer la performance du gouvernement.

Tableau 1: Indices, sous-indices, et indicateurs relatifs à la sécurité | 2018/2020

Sous-indices de sécurité	Indicateurs
Legatum Prosperity Index (Legatum Institute, 2019)	
Sûreté et sécurité	Terreur et violence politiques
	Crime violent
	Guerre et conflits civils
	Terrorisme
	Crime lié à la propriété
Social Progress Index (Social Progress Imperative, 2020)	
Sécurité individuelle	Taux d'homicides
	Niveau de crimes violents
	Perception de la criminalité
	Niveau de terreur politique
	Décès lors de trafics
World Justice Project Rule of Law Index (World Justice Project, 2020)	
Ordre et sécurité	Absence de crime
	Absence de conflit violent
	Absence de réparation violente
World Governance Indicators (Banque Mondiale, 2020)	
État de droit	Absence de criminalité
	Fonctionnement du pouvoir judiciaire
Stabilité politique et absence de violence/terrorisme	Stabilité politique
	Absence de violence/terrorisme
Ibrahim Index of African Governance (Mo Ibrahim Foundation, 2018)	
Sécurité individuelle	Perception publique de la sécurité individuelle
	Fiabilité des services de police
	Absence de troubles sociaux
	Absence de criminalité
	Absence de violence d'État contre la population civile
	Absence de traite des personnes
Sécurité nationale	Non-implication de l'État dans un conflit armé
	Absence de conflit armé interne ou de risque de conflit
	Absence de violence contre la population civile par acteurs non-étatiques
	Absence de tensions transfrontalières
	Absence de personnes déplacées internes
	Absence de réfugiés

Au travers des indicateurs traités ci-dessus, nous avons créé un indice de sécurité permettant une meilleure mesure du niveau de sécurité par la prise en compte combinée de la perception et l'expérience d'insécurité. Cet indice est composé de trois sous-indices qui couvrent les conflits violents (six dimensions), la criminalité (deux dimensions), et le sentiment

d'insécurité (une dimension). Chaque sous-indice bénéficie du même poids dans la construction de l'indice de sécurité (Tableau 2).

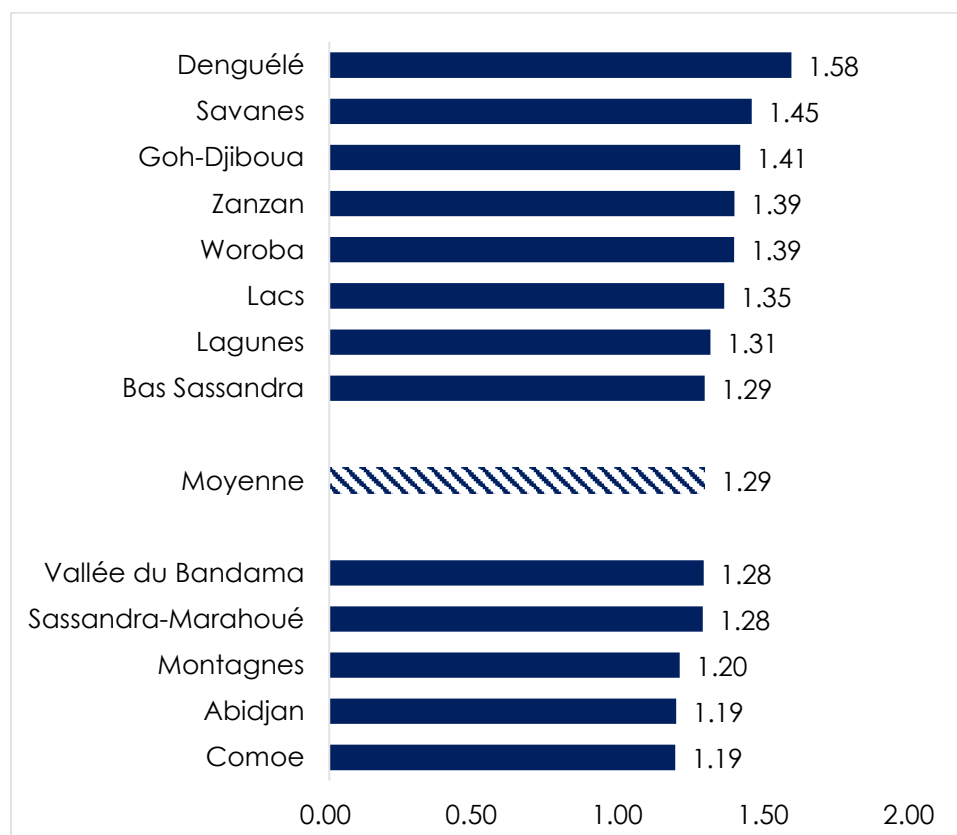
La robustesse peut être considérée comme satisfaisante si l'on tient compte de la valeur associée à la fiabilité (alpha de Cronbach = 0.60). L'indice s'étend sur une échelle allant de 0 (totale insécurité) à 2 (pleine sécurité).

Tableau 2: Sous-indices et indicateurs de l'indice de sécurité

Sous-indices	Indicateurs
Conflits violents	Crainte de violence lors d'un meeting politique ou d'une marche de protestation publique
	Crainte de violence entre les habitants du quartier
	Crainte d'attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux
	Crainte de parler de politique
	Perception des conflits violents liés à la compétition politique
	Confiance envers les Forces Armées
Criminalité	Crainte de subir un crime dans sa maison
	Confiance envers la police/gendarmerie
Sentiment d'insécurité	Sentiment d'insécurité dans le quartier

Appliqués aux données d'Afrobarometer de 2019 en Côte d'Ivoire, l'indice révèle un score de 1.29 sur 2. Huit districts présentent un niveau de sécurité supérieur ou égal au niveau national, avec en tête le Denguélé (1.58), les Savanes (1.45), et le Goh-Djiboua (1.41) (Figure 16). Abidjan se retrouve en dernière position avec la Comoé (1.19).

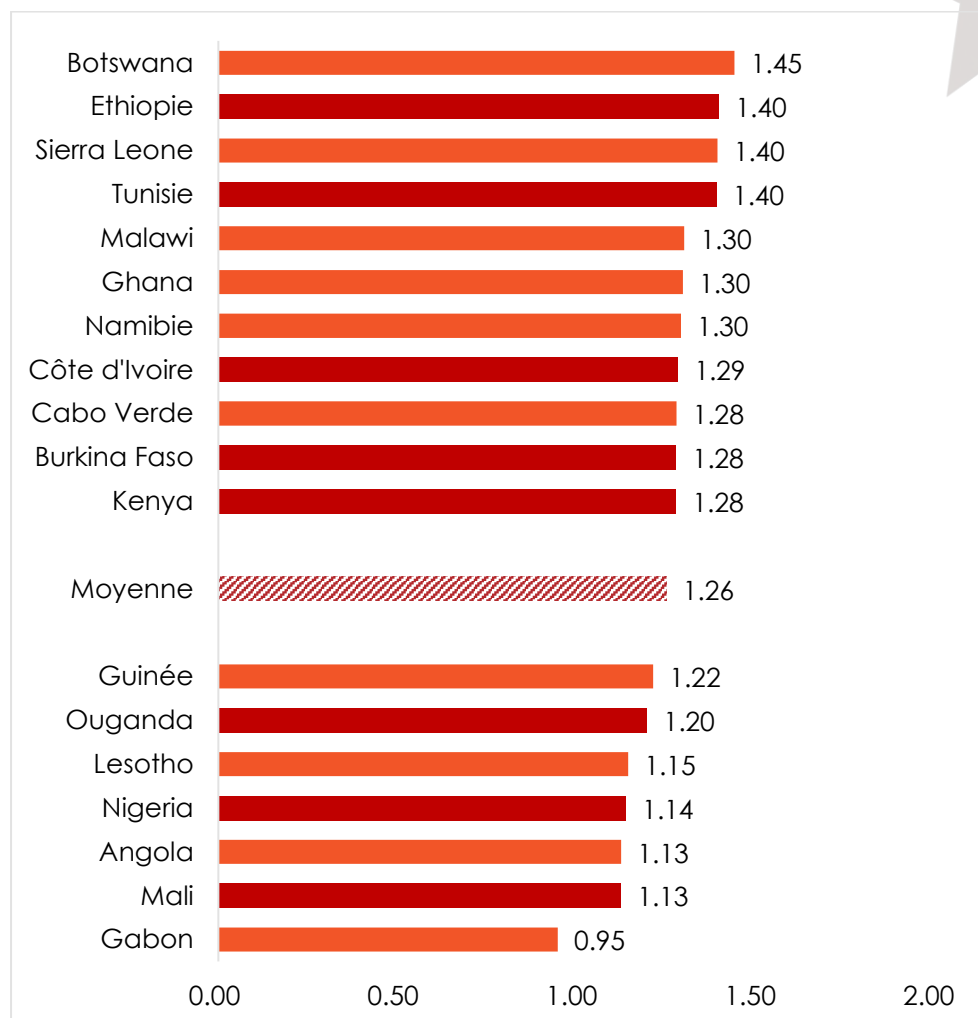
Figure 16: Indice de sécurité | par district | Côte d'Ivoire | 2019



Question posée aux répondants: L'indice de sécurité est composé de trois sous-indices qui concernent les conflits violents, la criminalité, et le sentiment d'insécurité.

Sur 18 pays africains enquêtés en 2019/2020, la Côte d'Ivoire se classe à la huitième place, à un niveau de sécurité bien plus bas que le Botswana (1.45), l'Éthiopie (1.40), la Sierra Leone (1.40), et la Tunisie (1.40). Considérant ses pays frontaliers, le Ghana (1.30) est en sixième position, le Burkina Faso (1.28) en 10^e, la Guinée (1.22) en 12^e, et le Mali (1.13) en 17^e (Figure 17).

Figure 17: Indice de sécurité | 18 pays | 2019/2020

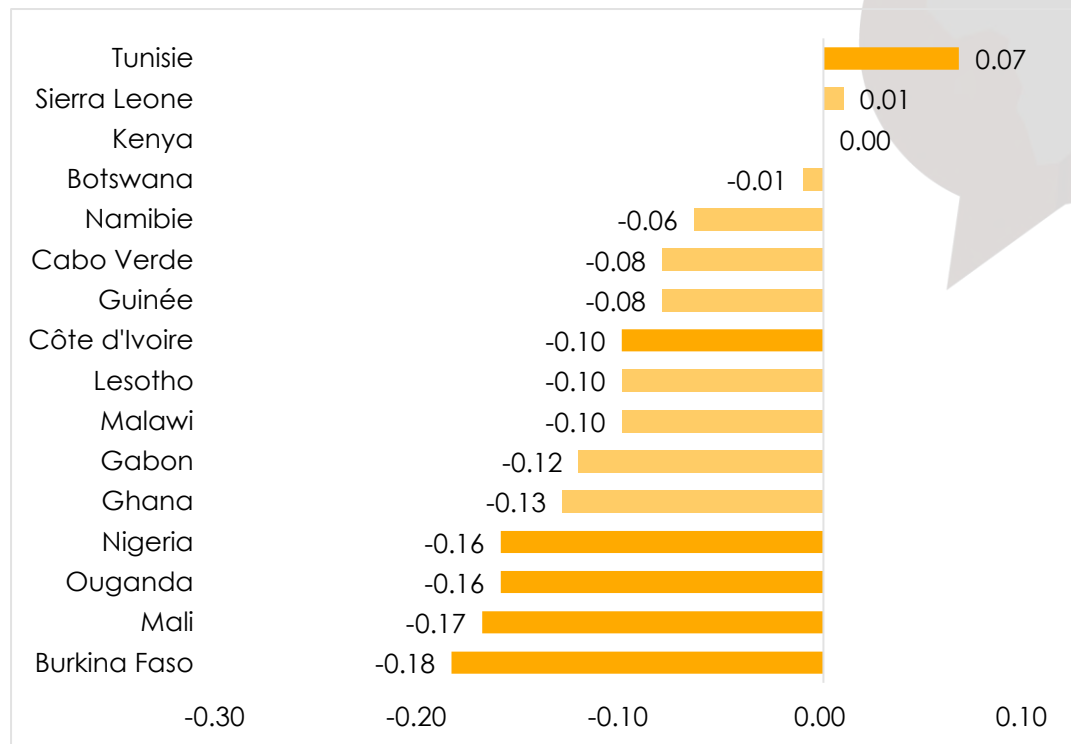


L'indice de sécurité est composé de trois sous-indices qui concerne les conflits violents, la criminalité, et le sentiment d'insécurité.

N.B.: Seuls les scores de l'Éthiopie, de la Tunisie, du Mali, du Nigéria, de l'Ouganda, du Kenya, du Burkina Faso, et de la Côte d'Ivoire prennent en compte la crainte d'attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux.

Comme on pouvait s'y attendre, suite à l'évolution de la situation politique en 2019, la Côte d'Ivoire enregistre un recul (de -0.10) de son score sur l'indice de sécurité depuis 2017. La situation sécuritaire s'est donc détériorée, et les événements de 2020 prédisent un score bien plus marqué négativement. La Tunisie prend 0.07 points dans l'amélioration du niveau de sécurité comparé à 2017, tandis que les plus forts reculs s'enregistrent au Burkina Faso (-0.18), au Mali (-0.17), en Ouganda (-0.16), et au Nigeria (-0.16) (Figure 18).

Figure 18: Amélioration ou dégradation de la sécurité | 16 pays* | 2016-2020



La figure montre les changements des scores de l'indice de sécurité entre les enquêtes de 2016/2018 et de 2019/2020. *L'Éthiopie et l'Angola n'ont pas été enquêtées en 2016/2018. N.B.: Seuls les scores de la Tunisie, du Mali, du Nigeria, de l'Ouganda, du Kenya, du Burkina Faso, et de la Côte d'Ivoire prennent en compte la crainte d'attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux.

Conclusion

À l'heure où la Côte d'Ivoire est en quête de stabilité politique et économique, la sécurité demeure une question préoccupante. Comme en témoigne les données Afrobarometer, le sentiment d'insécurité au sein des communautés ne cesse de croître.

Les résultats font ressortir, en effet, que de nombreux Ivoiriens continuent de ressentir au quotidien de grandes appréhensions par rapport aux fléaux de criminalité et de conflits violents existant dans leur pays. Ces inquiétudes exprimées s'accompagnent également d'une forte insatisfaction par rapport aux performances du gouvernement pour les prévenir ou les résoudre.

Au regard de l'environnement socio-politique délétère en raison des violences et des sérieuses atteintes à la paix sociale, le gouvernement devrait poursuivre ses efforts pour permettre au pays d'atteindre un niveau de sécurité conforme aux standards internationaux.

Faites votre propre analyse des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Abidjan.net. (2015). L'indice de sécurité est au même niveau que New York et Genève. 1 janvier.
- Amnesty International. (2020). Côte d'Ivoire: Les violences et la répression des voix dissidentes augmentent à l'approche de l'élection présidentielle.
- Babo, A. (2020). Conflits fonciers, ethnicité politique et guerre en Côte d'Ivoire. *Alternatives Sud*, 17, 95-115.
- Banque Mondiale. (2020). World governance indicators 2020.
- Bureau International du Travail. (2010). Prévention et résolution des conflits violents et armés: Manuel de formation à l'usage des organisations syndicales.
- Dembélé, O. (2003). Côte d'Ivoire: La fracture communautaire. *Politique Africaine*, 1(89), 34-48.
- Dieng, E. (2012). La RSS en Côte d'Ivoire: Pourquoi et comment. Zoom sur la Réforme du Secteur de la Sécurité.
- Human Rights Watch. (2020). Côte d'Ivoire: Violences postélectorales et répression. 2 décembre.
- Institut Malien de la Recherche Action pour la Paix. (2016). Renforcement de la confiance entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité: Diagnostics et solutions pour une paix durable au Mali. Avec Interpeace.,
- Konadje, J.-J. (2012). Côte d'Ivoire: La sécurité humaine à l'épreuve. Diploweb.com. 29 avril.
- Leboeuf, A. (2016). La réforme du secteur de sécurité à l'ivoirienne. Institut Français des Relations Internationales.
- Legatum Institute. (2019). Legatum prosperity index 2019.
- Le Point Afrique. (2020). Côte d'Ivoire: La menace djihadiste met le pays en ébullition. 13 juin.
- Malagardis, M. (2020). En Côte d'Ivoire, la violence fait partie de la culture politique. Libération. 31 octobre.
- Mo Ibrahim Foundation. (2018). Ibrahim Index of African Governance 2018.
- Overseas Security Advisory Council. (2020). Côte d'Ivoire: Rapport sécurité pays.
- Pascal, A. (2013). Côte d'Ivoire: Ouattara et la réforme des armées. *Jeune Afrique*. 25 février.
- Réaux, A. (2020). Côte d'Ivoire, un scrutin entaché de violence. La Croix. 1 novembre.
- Rissoan, J-P. (2007). *Traditionalisme et révolution: Les poussées d'extrémisme des origines à nos jours*. Vol. 2, 424. Aléas.
- Roché, S. (1998). Expliquer le sentiment d'insécurité: Pression, exposition, vulnérabilité et acceptabilité. *Revue Française de Science Politique*, 48(2), 274-305.
- Silwé S., Koné J., & Davis J. (2017). Les Ivoiriens révèlent un sentiment d'insécurité mêlé d'un défaut de confiance. Afrobarometer Dépêche No. 180.
- Social Progress Imperative. (2020). Social progress index 2020.
- World Justice Project. (2020). WJP rule of law index 2020.

Annexe

Tableau A.1: Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Angola	Nov.-déc. 2019	N/A
Botswana	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2-17
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Ethiopie	Déc. 2019-jan. 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Ghana	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Malawi	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Nigéria	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Tunisie	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018

AFRO BAROMETER

Donner une voix au peuple



Pétanhangui Arnaud Yéo est doctorant à l'Université Félix Houphouët-Boigny et associé de recherche au Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), le partenaire national d'Afrobarometer en Côte d'Ivoire.

Kaphalo Ségorbah Silwé est directeur exécutif du CREFDI.

Joseph Koné est chargé des finances et associé de recherche au CREFDI.

Afrobarometer, organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne près de l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Vos dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou à contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications avec **#VoicesAfrica**.



Photo de couverture: Formation des matelots ivoiriens en 2017. U.S. Navy, via [flickr.com](https://www.flickr.com/photos/usnavy/12345678901/).



Contact: petanhanguiy@gmail.com

segorbah7@gmail.com

spiderone0@gmail.com